

## CONTRIBUTION DE GRDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2017-011 DU 20 JUILLET 2017 RELATIVE AUX PROCHAINS TARIFS ATRD5 DES ELD

Les grandes orientations présentées sont issues de celles retenues par la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF tout en adaptant certaines modalités aux caractéristiques spécifiques des ELD et notamment leur taille.

Ce choix nous semble pertinent ; il permet à la fois une harmonisation des cadres tarifaires de l'ensemble des tarifs péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel tout en assouplissant certains dispositifs qui seraient trop lourds ou inadaptés aux spécificités des ELD.

Les comparaisons des niveaux de tarifs des ELD avec celui de GRDF sont intéressants mais ils ne doivent pas servir à «orienter» les arbitrages car les écarts constatés sont les résultats de nombreuses différences aussi bien sur la typologie du portefeuille des clients ou l'âge des réseaux que sur le territoire opéré et les conséquences en terme d'organisation, de dépenses d'exploitation et d'investissement.

Par ailleurs, il nous semble indispensable de bien prendre en compte les impacts financiers à venir en lien avec les diverses évolutions réglementaires, notamment les lois NOTRe et LTECV, qui contribuent à étendre les activités des gestionnaires de réseau, même si certains impacts sont difficiles à estimer compte tenu de leur mise en œuvre récente ou à venir.

### STRUCTURE DES TARIFS

**Question 21** : *Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF ? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?*

GRDF partage l'idée que si toutes les grilles tarifaires étaient homothétiques (ATRD péréqué GRDF, ATRDs péréqués des ELD et DSP non péréqués), cela contribuerait à une plus grande simplicité pour le fonctionnement du marché.

Néanmoins, GRDF émet des réserves sur la pertinence de procéder dès maintenant à une harmonisation des grilles tarifaires des ELD avec celle du tarif ATRD péréqué de GRDF alors même qu'une réflexion générale sur une éventuelle évolution de la structure du tarif de GRDF est engagée.

En effet, il apparaît problématique de viser une harmonisation sur 4 ans des grilles des ELD sur celle de GRDF actuellement en vigueur, soit à l'horizon de 2021/2022 alors que dans le même

temps il est possible que des évolutions soient apportées pour l'ATRD6 de GRDF, soit à l'horizon de juillet 2020.

Par ailleurs, dans la réflexion générale qui doit être menée et notamment dans l'analyse des coûts générés par chaque consommateur en fonction de leur utilisation du réseau, il n'est pas à écarter que des différences apparaissent selon les territoires et posent question sur l'homothétie visée.

GRDF estime donc qu'il serait préférable d'une part de procéder aux adaptations de grilles tarifaires au cas par cas en fonction des spécificités propres de chaque ELD afin de ne pas trop retarder la correction d'éventuelles aberrations et d'autre part d'intégrer à la réflexion générale sur une évolution de la structure du tarif de GRDF les questions d'une éventuelle harmonisation des grilles applicables à l'ensemble des GRD dans leur zone de desserte.

## REGLES TARIFAIRES APPLICABLES AUX NOUVELLES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

**Question 22** : *Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?*

GRDF est favorable à ce qu'il y ait une décision spécifique aux règles applicables aux nouvelles concessions.

GRDF est également favorable à ce que soient étudiées les éventuelles règles à mettre en œuvre dans le cas d'autres modes de gestion de l'activité de distribution.

Il faudrait également étendre le champ de l'analyse des règles applicables aux situations d'une nouvelle concession sur une commune qui héberge une installation de production de biométhane injectant sur le réseau (installation déjà présente, intégrée au projet de nouvelle concession ou se raccordant postérieurement à l'attribution de la concession).